SOLIDARITE SHIRIKA LA KIVU
P.O BOX 9355 STN "T" OTTAWA, ONTARIO. K1G 3V1 Canada
Courriel: shirikalakivu@hotmail.com

COMMUNIQUE: REACTION A L'HYPOTHETIQUE ENCERCLEMENT DES "BANYAMULENGE"

Ottawa, le 07 Avril 2000

Réf. SLK No 0004/04/2000

Mesdames, Messieurs,

En réaction à une publication signée "Irin-Cea" (Bulletin 893, du jeudi 30 mars 2000), portant sur un hypothétique ENCERCLEMENT DES"BANYAMULENGE" par des résistants Mayi-Mayi, nous, Congolais ressortissants du Kivu, membres de l'organisation SOLIDARITE SHIRIKA LA KIVU, venons expressément exprimer notre interprétation éclairée de la situation réelle sur terrain.

Les Mayi-Mayi, dont le chiffre est souvent gonflé à volonté, ne sont rien d'autre que l'expression d'une résistance spontanée, légitime et organisée des villages contre une occupation par des troupes étrangères dont l'action a été formellement condamnée par la communauté internationale dans la résolution 1234 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Comme Paris durant l'occupation nazie entre 1940-43, les Mayi-Mayi ne constituent aucunement une unité d'armée pouvant mener des attaques si ce n'est le fait qu'avec l'appui qu'ils reçoivent de leurs patriotes subissant l'humiliation d'une occupation militaire avec son corollaire de violation des droits de la personne, ils peuvent de temps en temps faire mal à l'occupant village par village, unité par unité.

Ce qui apparaît régulièrement dans "IRIN-CEA" ressemble à beaucoup d'autres documents publiés ici et là par de mendias manipulés qui, à leur tour, participent à la campagne de manipulation de la communauté internationale longtemps menée par les stratèges de Kigali. Comment une ou des unités régulières -- car selon Museveni dans le "The Monitor" disait-il y a quelques mois, que les troupes banyamulenge sont incorporées au sein de l' Armée Patriotique Rwandaise (APR). Comment cette " puissante armée " rwandaise peut-elle se faire encercler par des civils en manque d'armes et de munitions? N'oublions pas que la zone où s'organise la résistance est entièrement occupée par les troupes du Rwanda, de l'Uganda et du Burundi.

D'ailleurs, après vérification sur terrain, il se dégage clairement que les allégations portées contre la résistance sont fausses et non fondées; voire contraire à la réalité car la population entière vit dans la peur et un terrorisme qui n'épargne personne au nom de l'éradication du groupe dit "Mayi-Mayi".

Chers lecteurs, vous conviendrez avec nous que ce dernier temps nous assistons à un flux de documents anonymes ou ayant des noms fictifs (sobriquets) dans les médias et sur les nets. Ces documents ont un dénominateur commun: la présentation des Banyarwanda Comme un groupe ethnique victime d'une haine tribale au Congo-Kin. Il s'agit là d'une Information qui est largement contraire à toutes les nouvelles en provenance du Kivu de la part des organisations aussi crédibles que les églises et la société civile, les ONGs sur place etc.

Par ailleurs, cette recette est la seule qui ouvre à un pouvoir abusif sans partage, tel est le cas de Kigali, de Bujumbura et à quelques degrés près de Kampala. Cet alibi est donc aussi servi au Congo-Kin en général et pour le Kivu en particulier.

Nous, membres de Solidarité Shirika la Kivu, nous interrogeons et sommes inquiets quant au mobile de pareille désinformation surtout quand on sait que ce genre de campagne dans les pays où les régimes issus de force ouvrent toujours à des exactions gratuites contre la population civile. Aux yeux des observateurs avisés de la réalité de la région des grands lacs africains, cette tactique machiavélique des agresseurs du Congo-Kin a toujours un but double: se positionner d'abord comme des victimes fragiles (en terme de minorité ethnique) pour justifier une "brutalité de survivance" contre une population civile innocente. Tenus en échec par la résistance populaire au Kivu, les banyarwanda veulent implicitement inciter l'Oncle SAM, leur parrain, à venir leur rescousse afin de réaliser l'esprit de vengeance pour le refus des congolais à la tutsilisation de la région. Cette stratégie serait d'autant plus justifiée qu'elle sert à couvrir l'incapacité de "bonne gouvernance" dans les trois États sous leur gouverne.

Les victimes de cette stratégie ne se compte plus dans les territoires occupes. Grâce à leur supériorité militaire (entraînés par les "Forces spéciales" et équipement en armes lourdes et sophistiquées américaines --"The Globe and Mail" du 23 mars), ils sont responsables de milliers de morts (Makombola, Kasika, Kiliba, Burinyi, Bukavu, Uvira etc pour ne citer qu'au Sud-Kivu), de tortures, de viols des congolais de territoires occupés.

Y a-t-il un nom pour qualifier l'acte barbare d'enterrer vivantes plus d'une quinzaine de femmes puisqu'elles ont refusé de se soumettre à leur esclavagisme? (Cf. discours de Mme Albright au Conseil de sécurité des Nations unies le 24 janvier 2000).

Quelle horreur et quelle honte pour la communauté internationale qui continue à fermer les yeux sur une injustice aussi flagrante!! ON NE DOIT PAS CONSTRUIRE LA JUSTICE POUR LES TUTSI DE LA REGION SUR L'INJUSTICE POUR LE PEUPLE CONGOLAIS. En quoi sommes-nous impliqués dans le génocide Tutsi-Hutu, qui reste à notre humble considération, une tragédie purement rwandaise, récupérée malheureusement à une marque de commercialisation pour le Front Patriotique Rwandais (FPR)?

Nous croyons également que cette campagne d'intoxication médiatique a pour objet l'intimidation de la population locale dont le seuil de tolérance commence à être atteint et maintenir l'attention jusqu'ici indéfectible de la communauté internationale qui, après des révélationS sur les intrigues entourant l'assassinat des présidents Habyarimana du Rwanda et Ntaryamira du Burundi, cause immédiate du génocide au Rwanda, discrédite assez les maîtres actuels du Rwanda qui en sont les commanditaires directs.

Dire qu'il y a divergence d'opinion ou d'objectif entre les tutsi du Rwanda et ceux dits du Congo ou d'ailleurs, nous parait absurde tant et aussi longtemps que c'est la même élite affairée dans des bureaux à sécurité maximale à Kigali qui continue à initier, à coordonner et de superviser toute la stratégie pour dépiécer, coloniser le géant de l'Afrique centrale (RDC). En plus, n'est-il pas toujours le même financier, même fournisseur, même agent de sécurité, même conseiller technique militaire et j'en passe? BanyaRwanda, BanyaMulenge, BanyaVyura, Banya∑..BanyaFabriqués etc repondent bien a l'adage qui veut que "TOUT CHEMIN MENE A ROME".

Pour Solidarité Shirika la Kivu Solidariry

Justin Materania,

Membre du Comité Exécutif